



Genève, le 14 novembre 2018

Communiqué aux médias

NON À L'INTRUSION DES ASSUREURS DANS NOS VIES PRIVÉES

Ce mercredi 14 novembre à 12h, les militant.e.s socialistes de la Ville de Genève ont organisé une action sur la place Philibert-Berthelier à Bel-Air pour informer les Genevois.e.s du danger de la modification de la loi fédérale du droit des assurances sociales proposée en votation le 25 novembre prochain.

Déguisé.e.s en détectives privés espionnant impunément leurs concitoyens, les militant.e.s ont voulu démontrer les abus que cette modification rendrait possible : enregistrements visuels et sonores sans autorisation judiciaire, techniques pour localiser l'assuré.e avec des drones et des traceurs GPS fixés sur les voitures, etc. La surveillance ne sera pas limitée à l'espace public. Elle pourra être effectuée dans l'espace privé visible depuis un endroit librement accessible. Les compagnies d'assurances auront donc un pouvoir supérieur à celui de la police. Il sera plus facile de surveiller un.e supposé.e fraudeur/euse aux assurances sociales qu'un.e potentiel.le terroriste !

Pour le Parti socialiste de la Ville de Genève, cette modification constitue une atteinte grave et disproportionnée au respect de la vie privée. N'étant pas systématiquement ordonnée par un.e juge, cette surveillance dans la plus grande opacité ne laissera aucun pouvoir de contestation aux assuré.e.s. Pendant la période d'observation, injustement soupçonné.e.s, ils et elles se trouveront privé.e.s des prestations dues, une décision lourde de conséquences pour les plus précarisé.e.s de notre société. Juger de l'état de santé d'une personne réclame l'expertise d'un.e médecin strictement indépendant.e, pas de détectives qui manqueront d'impartialité, de par leur dépendance financière aux mandats des assureurs.

Les Socialistes condamnent les fraudes, aussi bien sociales que fiscales. La lutte contre la fraude doit toutefois se faire dans un cadre défini et respectueux des droits des personnes.

Pour toutes ces raisons, le PSVG invite la population à refuser cette modification de loi le 25 novembre prochain.

Personnes de contact :

- Simone Irminger, Co-Présidente Parti Socialiste Ville de Genève (079 340 23 42)
- Sylvain Thévoz, Co-président du PS Ville de Genève (078 629 85 15)